L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS

SAMEDI MATIN, 22 FEVRIER

Compagnie d'Assurance des Facteurs et des Commerçants.

39.....Rue Carondelet.....39 Nouvelle-Orléans.

Tous les dividendes de cette Compagnie sont payables au comptant.

Montant des primes reçues la première année (de huit mois) de ses affaires, expirée le 30 avril 1867—$413,636 42.

—ACTIF—

Le 30 avril 1867..........$546,816 91.

Cette compagnie continue d'émettre des polices contre les pertes et les avaries occasionnées par les incendies et contre les dangers des fleuves et des mers, aux taux ordinaires de primes.

MICHEL MUSSON, Président.
HARMON DOANE, Vice-Président.
Ed. A. PALFREY, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

James Hewitt,	J. J. Warren,
W. A. Johnson,	Wm Ball,
J. W. Burbridge,	Robert Pitkin,
Jno I. Noble,	Alfred H. Isaacson,
Moses Greenwood,	Rich'd Milliken,
Alfred S. Huntington,	Sam'l E. Moore,
Hugh McColl,	Wm.H. Henning,
Marshall J. Smith,	Thos M. Scott,
L. Caulfield,	Joseph Bloch,
John Chaffe,	J. B. Jennings,
L. H. Terry,	R. T. Buckner,
Jas D. Blair,	H. H. Ware,

Sam'l Friedlander.

6oc—6m

Compagnie d'Assurance Nationale

Contre les Risques Maritimes et les Risques d'Incendie.

BUREAU: AU COIN DES RUES CAMP ET COMMUNE—(Bellamy Story)

WM. WHANN..........Président
LOUIS SCHNEIDER..........Vice-Président
E. N. GANUCHEAU..........Secrétaire

— Directeurs —

S. C. EMLEY,	LOUIS SCHNEIDER,
A. S. MANSFIELD,	WM. WHANN,
D. C. McCAN,	J. M. LAPEYRE,
W. W. HOWE,	E. L. MILLAUDON,
GEO. W. COCHRAN,	GEO. W. FORCE,

J. P. E. GRACE.

La Compagnie continue à assurer contre les dangers de la mer, des rivières et de l'incendie, aux taux du tarif du Bureau des Assureurs de cette ville. 12 oct—1a

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

TREIZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant:

Total des primes de l'année expirée le 28 février 1867		$808,190 13
Savoir: Primes d'incendie	$403,772 32	
Primes de mer	201,577 22	
Primes de rivières	202,974 60	
		$808,190 13
En moins, primes remboursées	$ 4,412 10	
En moins, primes non expirées	40,294 60	
		$ 44,707 70
Montant net des primes		$763,483 00
Pertes payées.		
Pertes par l'incendie	$140,362 30	
Pertes sur mer	131,980 50	
Pertes sur les rivières	204,175 36	
	$476,517 20	
Réassurances	48,204 88	
Dépenses, taxes, intérêts, escompte, etc.	58,273 97	
Escompte en lieu de scrip	77,770 38	
		$663,045 92
Bénéfice net		$130,477 41

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Placé en propriétés foncières	$36,800 00
Placé en hypothèques sur propriétés foncières	65,382 50
Placé en bons de la ville et autres	62,289 00
Placé en actions de banque et autres	111,665 00
Placé en scrip de Compagnies d'Assurance	121,727 00
Prêts sur garanties	22,150 00
Effets	34,066 47
Primes en voie de perception	161,686 51
En caisse	162,560 31
	$730,446 31

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce 19 mars 1867.
PAUL W. COLLENS,
Troisième juge de Paix.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes de l'année expirée le 28 février 1867, et, pour ce dividende, il sera émis des certificats à partir du 1er juillet prochain.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai 1867, aux porteurs ou à leurs ayant-cause, six pour cent d'intérêt sur tous les certificats de scrip non encore payés.

CHAS BRIGGS, Président.
ANT. CARRIERE, Vice-Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

Charles Briggs,	A R Montgomery,
Ant Carrière,	Chas Weishaar,
Geo A Fosdick,	A Lecourt,
Mason Pilcher,	Frank Williams,
E Brugier,	Thomas Byrne,
Chas Lafitte,	John Thornhill,
John S. Mannsell,	W A Violett,
P Anderson,	D Pinckard,
Alfred Kearny,	Hugh Macdonald,
A Freriche,	Harlow J Phelps,
Geo W Dunbar,	Wm M Pinckard,
E F Stockmeyer	Henry H Bryan,
Geo W Hynson,	John S Walls,
Arch'd Montgomery,	J B Ehlers,
Henry J Vose,	George Foster,
E Marquese,	Andrew Stewart,

21 mars—1867 L S Pohlder

Wm. B. MORRIS & Co.

AGENCE D'ASSURANCE.

57..........Carondelet..........57

ÆTNA, DE HARTFORD.

Actif..........$4,650,000.

HOME, DE NEW-HAVEN.

Actif..........$1,450,000.

Représentant un capital d'assurance de SIX MILLIONS.

Risques d'incendie, de rivières et de mer écrits.

19 sept—6m

DIX-HUITIEME ETAT ANNUEL DE LA

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent.

22 MAI 1867.

Les Directeurs, conformément à la Charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie le 30 avril 1867:

Primes d'incendie dans l'année.	$386,093 01	
Primes de mer dans l'année	160,885 35	
Primes de rivières dans l'année.	294,577 36	
Total	$841,556 02	
Total net des primes		$736,784 54
Payé: Pertes par l'incendie	$110,482 40	
Pertes sur mer	124,803 47	
Pertes sur les rivières	287,987 02	
Taxes	32,089 44	
Payé: Profits et pertes, réassurances, escompte en lieu de scrip, intérêt, frais généraux, escompte	151,921 20	—708,539 71
Bénéfice net		$48,394 83

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Effets à recevoir	$40,154 78	
Prêts sur bons et hypothèques	82,843 38	
Prêts sur garanties et actions	22,596 96	—145,595 00
Scrip étranger et du pays, compte de scrip		46,188 68
Propriété foncière		70,000 00
Encaisse		135,118 97
Bons consolidés 6 p. c.	$30,000 00	
Bons de la ville	96,580 00	
Compte d'actions de banques	175,677 17	
Valliett Dry Dock Company	12,600 00	
Bourse des Marchands	1,000 00	
Compagnie d'allège et de sauvetage de la Nlle Orléans	800 00	—315,737 17
Primes en voie de perception		78,376 44
Actif		$792,014 85

La Compagnie possède également:

Billets et bons suspendus	$486,385 21
Compte du scrip forfait	7,858 54
Intérêts non réclamés	2,285 56

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS A. ADAMS, Président.
HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

PAROISSE D'ORLEANS, Ville de la Nlle-Orléans.
Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 22 mai 1867.
O. H. BRAUGHN,
Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

La Compagnie payera un intérêt de SIX pour cent, comptant, sur les certificats non encore payés de scrip, aux porteurs des dits certificats, à partir du deuxième lundi de juillet prochain.

Les Directeurs ont en outre déclaré un dividende scrip de VINGT pour cent sur les primes ayant droit à la participation, pour l'année expirée le 30 avril 1867. Il sera émis des certificats, pour le dit dividende, à partir du premier lundi d'août prochain.

THOMAS A. ADAMS, Président.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice-Président.

—DIRECTEURS—

John Watt,	A. G. Ober,
C. T. Buddecke,	J. Norman Jackson,
Samuel B. Newman,	A. Thomson,
P. H. Foley,	P. Simms,
William Edwards,	John Phelps,

L. P. Spyker

COMPAGNIE d'Assurance Mutuelle des Citoyens

DIXIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des primes pour l'année expirée le 30 novembre 1867 ... $[illegible]

Primes d'incendie	$281,426 04	
Primes de mer	93,211 61	
Primes de rivières	[illegible]	$[illegible]
Moins les risques non expirés	$ 47,965 60	
Primes remboursées	2,063 88	[illegible]
Montant net des primes		$[illegible]
Pertes payées:		
Pertes par l'incendie	$162,194 95	
Pertes sur mer	104,111 32	
Pertes sur les rivières	18,047 33	
	$284,353 60	
Réassurances	16,462 11	
Remboursement de vingt et vingt-cinq pour cent	30,029 76	
Taxes, dépenses, intérêts, escompte, etc.	31,361 81	$[illegible]
Bénéfice net		$[illegible]

[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

O. GAILLARD, Président.
E. CASTAREDE, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans
Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 17 décembre 1867.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende scrip de vingt-cinq pour cent sur les primes [illegible] participantes pour l'année expirée le 30 novembre 1867, [illegible] à partir du deuxième lundi de février prochain, et [illegible] de six pour cent sur [illegible] le deuxième lundi de février 1868.

—DIRECTEURS—

J. Lorber,	A. Miltenberger,
A. Verloin De Gruy,	J. Lemore,
John Gauche,	L. Grand,
Jas. A. White,	F. Avendano,
O. Gaillard,	A. H. D'Hemecourt(?)
J. A. Stouse,	F. Mathieu,

A. Bidault.

Bureau, No. 3 rue Carondelet.

ETAT DE LA LOUISIANE — Sixième Cour de District de la Nlle-Orléans.

Je certifie, par les présentes, que le [illegible] janvier 1868, jugement a été rendu dans cette Cour, dans l'affaire ci-dessus, [illegible] Abraham Leopold, vs. [illegible] Adèle Bloom [illegible] ... [illegible]

(Signé) G. DUPLANTIER, Juge.
[illegible]
J. F. LAIZER, Député Greffier.

ANNONCES PARISIENNES Publiées par M. H. GAILLARDET, No 21, rue TRÉVISE, PARIS.

PILULES DEHAUT

Les substances végétales que ce purgatif renferme ont été choisies et combinées d'après la nouvelle méthode dépurative de M. DEHAUT. Elles sont PRISES ET DE CRAIGNENT NI [illegible] LES MEILLEURS ALIMENTS DE LES BOISSONS LES PLUS FORTIFIANTES, ce qui permet de choisir, pour se purger, le repas et l'heure qui lui conviennent le mieux pour être pris [illegible] ses occupations. [illegible] ... (Pilules Dehaut, qui se donne gratuitement.) Boîtes 50 fr. 2fr. et 5 fr. à Paris, chez M. DEHAUT, pharmacien et médecin, rue du faubourg St-Denis, No 147.

A New-York, chez MM. JOHN MILHAU, Broadway, et Fougera Frères, pharmaciens.

Des DEPOTS de nos PILULES sont établis pour la VENTE en GROS et DEMI GROS, chez M. DU CONGE, droguiste. M. MAUNSELL & Co, No 31 rue de Chartres, SCHWAB, pharmacien, rue de Chartres et pour le DETAIL dans les principales pharmacies de la Nouvelle-Orléans.

Prix: 2 fr.

PAPIER ELECTRO-MAGNETIQUE DE ROYER PHARMACIEN

Remède infaillible pour la guérison des Rhumatismes, Douleurs nerveuses, Lombago, Goutte, Névralgie, Paralysie, etc. | Rhume, Bronchites, Grippes, Palpitation du cœur, Crampes d'estomac, etc.

Prix:

POUDRE DIGESTIVE DE ROYER

PEPSINE ET S-CARBONATE DE BISMUTH.

Pour guérir promptement les

Douleurs d'estomac, Dyspepsie, Aigreurs, Vapeurs vomissements, Diarrhées, Fièvres, Digestions difficiles, | Coliques venteuses, Entérites chroniques, Paresse de l'estomac, Chaleurs, Pituites, &c. Prix du flacon 3 fr.

POMMADE ROYER CONTRE LES HEMORRHOIDES

Les Fissures de l'Anus et les Gerçures du Sein

Prix: 2 fr. 50 le flacon.

CREOSOTE CHLOROFORMEE

Remède infaillible contre les MAUX DE DENTS

Enlève à l'instant la douleur la plus vive, préserve et guérit pour toujours la carie.

Prix: 2 francs le flacon.

—Dépôt général chez M. ROYER, pharmacien, rue St.-Martin, 225, à Paris.—

A New-York, chez J. Milhau et Cie.: Broadway; Nlle-Orléans, MM. Maunsel et Bogel, droguistes, rue de Chartres: Havane, Serra et Cie., Fernandez et Cie.; L. Reverend, J. Reyes; à Matanzas, Genouillas; à Santiago, Julio Trenard.

PILULES DE BLANCARD

A L'IODURE DE FER INALTERABLE

APPOUVÉES PAR L'ACADÉMIE DE MÉDECINE DE PARIS, ETC.

Participant des propriétés de l'IODE et du FER, ces Pilules s'emploient spécialement contre les SCROFULES, la PHTHISIE à son début, la FAIBLESSE DE TEMPÉRAMENT, ainsi que dans tous les cas (PALES COULEURS, AMÉNORRHÉE, etc.) où il est nécessaire de réagir sur le sang, soit pour lui rendre sa richesse et son abondance normales, soit pour provoquer ou régulariser son cours périodique.

N. B.—L'iodure de fer impur ou altéré est un médicament infidèle, irritant. Comme preuve de pureté et d'authenticité des véritables Pilules de Blancard, exiger notre cachet d'argent réactif et notre signature ci-jointe apposée au bas d'une étiquette verte.

Se défier des contrefaçons.

Blancard

Pharmacien à Paris, rue Bonaparte, 40.

Dépôt général: à New-York, chez M. FOUGERA; à la Nouvelle-Orléans, M. DUCONGE.—Se trouvent dans toutes les pharmacies.

PREVENTIFS ET guérison des MALADIES DE POITRINE

HYPOPHOSPHITES DU Dr CHURCHILL.

SIROP D'HYPOPHOSPHITE de soude. | SIROP D'HYPOPHOSPHITE de chaux.
PILULES D'HYPOPHOSPHITE de manganèse | PILULES D'HYPOPHOSPHITE de quinine.

SIROP D'HYPOPHOSPHITES DE FER.

Sous l'influence des Hypophosphites, la toux diminue, l'appétit augmente, les forces reviennent, les sueurs nocturnes cessent, et le malade jouit d'un bien-être inaccoutumé.—Prix: 4 francs le flacon (à Paris,) avec instructions.

Les VÉRITABLES Hypophosphites du Dr. Churchill, auteur de la découverte, se vendent en flacons carrés, avec le nom du Dr. Churchill dans le verre. Chaque flacon porte sa signature sur le bouchon.

12, rue Castiglione, à Paris — SWANN, Pharmacien, — 12, rue Castiglione, à Paris

Dépôts à la Nouvelle-Orléans: MM. MAUNSEL et BOGEL, et M. DUCONGÉ, droguistes; M. SCHWAB, Pharmacien. A New York: MM. JOHN MILHAU & Cie. et M. HEGEMAN & Cie., Broadway,

[—Avis essentiel—Se méfier des contrefaçons ou imitations.]

EAU DES CARMES DECHAUSSES.

LA SEULE VÉRITABLE
EAU DE MELISSE DES CARMES
de E. BOYER, seul diplômé,
53, rue de la Harpe, à Paris.

New-York: J. Milhau et Cie.; Nouvelle-Orléans: Maunsell et Bogel, et M. Duconge.

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands.

TREIZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes reçues pendant l'année expirée le 31 mai 1867, y compris les primes non expirées de l'année précédente:

Sur les risques d'incendie	$895,916 49	
Sur les risques de rivières	200,336 05	
Sur les risques de mer	337,231 32	
Total des primes		$1,433,479 86
En moins.—Primes sur risques non expirés le 31 mai 1867	$294,182	
Primes remboursées	25,955 20	320,137 20
Montant net des primes le 31 mai 1867		$1,113,342 67
Pertes payées pendant l'année:		
Sur les risques d'incendie	$511,228 80	
Sur les risques de rivières	199,719 43	
Sur les risques de mer	278,627 60	
	$789,575 92	
Taxes	51,650 87	
Ré-assurances.—Dépenses, Profits, pertes, moins intérêts	56,302 44	$926,533 00
Bénéfice net		$266,818 84
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Propriétés foncières		$159,617 87
Billets garantis par hypothèques		501,980 18
Billets garantis par nantissements		100,007 00
En caisse		74,750 32
Actions de banques et de chemins de fer		142,735 00
Primes en voie de perception		95,639 85
Bons de la Ville		59,639 00
Effets à recevoir		112,891 71
Scrips de Compagnies d'Assurance		25,715
Actions de Dry Dock Valliett		15,000
Actions de la Presse "Levee Steam"		6,000
Actions du "Marine Dry Dock"		2,950
Actions du "Merchants Exchange"		1,000
Actions du "Lightering Wrecking Co"		1,500
Bons de l'Etat		1,500
Total		$1,406,416 40
En moins:		
Intérêts non réclamés, et intérêts à payer en juillet prochain	$96,264 12	
30 pour cent sur le capital du scrip de 1859, payable en juillet	50,542 90	
Primes sur risques non terminés le 31 mai 1867	294,182	$378,294 2
Actif net		$1,027,432 31

Le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

PAUL FOURCHY, Secrétaire.
JOHN PEMBERTON, Président.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et signé pardevant moi, ce 6 juin 1867.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

A une Assemblée des Directeurs tenue le 6 juin 1867, il a été résolu de déclarer un dividende en scrip, de Vingt pour Cent sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats de scrips seront émis le premier août prochain. Il a été aussi résolu de payer, le deuxième Lundi de Juillet prochain, TRENTE POUR CENT SUR LE CAPITAL DU SCRIP DE 1859 et Six pour Cent d'intérêts sur tous les scrips dus par la Compagnie.

— Directeurs. —

John Pemberton,	M. Puig,
Chs. Sagory,	David McCoard,
Pierre Fouta,	P. Maspero,
S. O. Ralf,	L. T. Génères,
J. J. Fernandez,	J. Morgan Hall,
H. Dussossoy	

juin—3

Henry Freison vs Joseph Bonaedon.

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans.—No 24,113.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, en due conformément des parties intéressées, je procéderai le MARDI, trois de mars 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

DEUX CERTAINS TERRAINS situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les Cours des Tritons (aujourd'hui la rue Delord) les rues Julie, Baronne et Philippa (aujourd'hui Dryades) et désignés par les numéros soixante-neuf (69) et soixante-dix (70) d'après un plan dressé par E. Deliffeld(?), ci-devant voyer, déposé en l'étude de G. R. Stringer, ci-devant notaire public en cette ville.

Les dits terrains mesurent chacun vingt-six pieds de face à la rue Julie sur cent vingt pieds de profondeur et vingt-six pieds de largeur derrière sur une allée commune de quinze pieds de largeur.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de T. B. Lee, suivant acte au rapport de O. I. Ricardo, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 29 de juin 1861.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Un tiers du prix payable comptant, au moment de l'adjudication et la balance à un et deux ans de crédit en billets garantis par hypothèque sur la propriété, portant intérêt au taux de huit pour cent par an de la date et cinq pour cent pour honoraires d'avocat sur le montant des dits billets, en cas de poursuites judiciaires, pour en effectuer le recouvrement.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

31 janv—31 fév 8 15 22 et 3 m

EMILE TUREAUD Jr. vs. ELLIOTT & CO.

QUATRIEME Cour de District de la Nlle-Orléans—No 20,208—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI, vingt-quatre de février 1868, à 12 heures P. M., sur les lieux ci-après désignés, à la vente publique et adjudication de:

Le fonds d'un chantier de bois de construction, ainsi que tous les effets mobiliers qui s'y trouvent situé à l'angle des rues Baronne et St-Joseph, dans le Premier District de cette ville, suivant inventaire déposé en mon bureau pour recours.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY.
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

11fév—11,14,18,20,23

DAVIS & JACKSON vs. ARMAND MERCIER.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans — No 20,790 — En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MERCREDI vingt-six de février 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication des propriétés dont description suit—

1o. Un certain terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Girod, Baronne, Julie et Philippa (aujourd'hui Dryades), faisant partie du terrain désigné par le numéro Cinquante-Six dudit îlet, d'après un plan dressé par [illegible] le 13 de décembre 1821 et déposé en l'étude de G. R. Stringer, ci-devant notaire public en cette ville.

Ledit terrain mesure, mesure française, trente pieds de face à la rue Girod, entre celles Baronne et Philippa (aujourd'hui Dryades), à la distance de quatre-vingt-dix pieds de l'encoignure de la rue Baronne, sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et attachés et y appartenant.

2o. Un autre terrain situé dans le Premier District de cette ville, à l'angle S.-O. des rues Girod et Baronne, ayant, mesure américaine, vingt-[illegible] pieds de face [illegible] rue Baronne à la rue Girod sur [illegible] de profondeur et [illegible] rue Girod.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur en vertu de l'acquisition qu'il en a faite de [illegible] d'Amédée Ducatel, [illegible] en date du 29 de septembre 1862.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—L'acquéreur assumera le paiement [illegible] ... [illegible]

GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

26 janv—2, 11 18 26 fév

CARL KOHN vs M. SOURKE(?).

QUATRIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 18,727—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MERCREDI, quatre de mars 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

La moitié indivise d'un certain terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Julie, du Bassin (autrefois St-Jean), Girod et des Remparts (autrefois du Cirque), et désigné par le No A, situé à la [illegible] rue Julie, du Bassin.

Le dit terrain mesure cinquante-deux pieds de face à la rue Julie sur une profondeur et largeur sur la rue du Bassin de cent vingt-un pieds six pouces et trois lignes.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, [illegible] ...

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

29 janv—fév 2,11,18,26

SEIZIEME ETAT ANNUEL.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Home, de la Nlle-Orléans.

Conformément à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires pour l'année expirée le 31 décembre 1867:

Primes reçues dans l'année expirée le 31 décembre 1867, y compris les risques non expirés de 1866		$321,590 00
Primes sur les risques de mer	$ 42,002 34	
Primes sur les risques de rivières	107,250 23	
Primes sur les risques d'incendies	172,337 43	
		$321,590 00
En moins: primes remboursées	1,590 90	
En moins; primes sur risques non expirés en 1867	39,851 00	41,450 00
Montant net des primes de l'année expirée le 31 décembre 1867		$280,139
Pertes payées dans la même période:		
Sur les risques de mer	25,960 74	
Sur les risques de rivières	109 826 94	
Sur les risques d'incendies	30,297 46	
	166,085 14	
Réassurances	12,947 33	
Dépenses, taxes, intérêt de scrips, etc., moins escompte et intérêt	38,708 31	$217,740 79
Restant		62,398 32
Vingt-cinq pour cent et quinze pour cent remboursés au lieu de scrip		57,391 22
Réservé pour pertes non payées		5,007 10
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
347 bons de la ville de la Nlle Orléans, de $1,000 chaque		347,000 00
35 bons de l'Etat de la Louisiane, de $1,000 chaque		35,000 00
36 bons de l'Etat de la Louisiane, de $500 chaque		18,000 00
63 bons de la Cie. de l'Hôtel St-Charles, de $1,000 chaque		63,000 00
80 bons 5-20 des E. U., de $500		40,000 00
5 actions de la Cie. du Dry Dock Valliette, de $1,000		5,000 00
800 actions de la Banque de la Nlle-Orléans, de $50 chacune, évaluées à $30	24,000 00	
650 actions de la Banque de l'Union de la Nlle-Orléans, de $75 chacune, évaluées à $50 chaque	32,500 00	
845 actions de la Banque du Canal, de $50 chacune, évaluées à $50	42,250 00	
500 actions de la Banque Mechanics' and Traders, de $50, évaluées à $50 chaq.	25,000 00	
125 actions de la Banque Crescent City, de $50 chaque, évaluées à $15 chacune	1,875 00	
100 actions de la Banque des Marchands, de $40 chaque évaluées à $15 chacune	1,500 00	$127,125 00
En caisse		51,683 50
Propriété foncière au No 73 de la rue du Camp		50,000 00
Prêts garantis		62,415 00
Effets à recevoir	12,745 80	
En moins: mauvais et douteux	6,544 14	6,201 45
Comptes non encore payés et en voie de perception	70,056 62	
En moins: mauvais et douteux	10,211 65	59,844 97
Scrips d'autres Compagnies d'assurance		2,444 00
Total de l'actif		$878,724 02

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

ALFRED MOULTON, président,
A. W. HUNTER, secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans,
Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 14 janvier 1868.
PARIS CHILDRESS,
Deuxième juge de paix.

Les Directeurs ont résolu de payer six pour cent comptant sur tous les certificats de scrip non encore payés aux porteurs légaux desdits certificats, à partir du deuxième MARDI de février prochain et il est de plus:

Résolu qu'en vue de la dépréciation de l'actif de la Compagnie, les émissions de scrips de 1858, 1859, 1860 et 1861, sont par les présentes appelées (conformément à la Charte) pour les réductions des vingt-cinq pour cent sur chaque émission; que lesdits scrips seront livrés pour la réduction sur le paiement de l'intérêt annuel, ainsi qu'il est déclaré par une résolution de cette direction adoptée aujourd'hui.

ALFRED MOULTON, président,
WM M. PERKINS, vice-président,
A. W. HUNTER, secrétaire.

—DIRECTEUR—

E. K. CONVERSE,	B. P. ETHELL,
ROBERT HARE,	JOS. N. ISENHOUR,
JOS. HOY,	J. H. LUDWIGSEN,
ALFRED MOULTON,	A. H. MAY,
J. M. ALLEN,	JNO. T. MOORE,
JNO. C. ROGERS,	W. M. PERKINS.

17janv—1an

Succession de JEAN AGUT—No 30,653—Seconde Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

Propriétés améliorées de grande valeur dans le Second et Troisième de cette ville.

PAR THOMAS & SPEAR.
PLACIDE J. SPEAR, Encanteur.
Bureau, 33, rue Bienville.

SAMEDI, le 29 février 1868, à midi, il sera vendu à l'enchère publique, à la Bourse des Marchands et des Encanteurs, rue Royale, entre Canal et Douane, en vertu et conformément à un ordre de l'honorable J. W. Thomas, juge de la Seconde Cour de District de la Nouvelle-Orléans, en date du 21 janvier 1868, pour le compte de ladite succession, les propriétés ci-après décrites, savoir:

1o—Une certaine portion de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, située dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues St-Antoine, Bolidelle, Bagatelle et Joséphine, mesurant 25 pieds et 6 pouces de face à la rue St-Antoine, sur une profondeur de 116 pieds, entre lignes parallèles.

2o—Un certain lot de terre dans le Troisième District [illegible], avec toutes les bâtisses et améliorations [illegible], dans l'îlet borné par les rues [illegible], Columbus et Claiborne, formant l'encoignure des rues Moreau(?) et Dorbigny, et mesurant 31 pieds, 5 pouces et 7 lignes de face à la rue Dorbigny, sur 100 pieds de profondeur parallèle et face à la rue Laharpe.

3o—Un certain lot de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Second District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues St-Philippe, Ursulines, Robertson & Villeré, mesurant 31 pieds 11 pouces et 5 lignes de face à la rue St-Philippe, sur 125 pieds 11 pouces de profondeur entre lignes parallèles, le tout d'après un plan [illegible] par Chs. A. de Armas, architecte et ingénieur civil, en date du 29 janvier 1868.

Termes et conditions—Moitié comptant, et la balance [illegible] de crédit en billets garantis par hypothèque [illegible] ...

[illegible] ... Dix jours au [illegible] des Encanteurs, les propriétés [illegible].

24 janv—fév 11,18,29 ...

William [illegible] vs [illegible] Smith et [illegible]

QUATRIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 20,[illegible]—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI vingt-neuf de février 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de:

Le steamer JULIA, jaugeant 79 [illegible] tonneaux, tel qu'il se trouve aujourd'hui sur le fleuve Mississippi, vis-à-vis [illegible] ... de la Louisiane.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

14 fév—21,25,27,29.

Charte et Acte d'Incorporation, DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DU PELICAN.

ÉTAT DE LA LOUISIANE,
Ville de la Nlle-Orléans.

QU'IL soit connu que ce vingt-neuvième jour du mois de novembre, en l'année de Notre-Seigneur, mil-huit cent soixante-sept, pardevant moi, Edward Barnett, notaire public, dûment commissionné et assermenté pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane.

Sont venues et ont comparu personnellement les parties dont les noms et signatures sont apposés au présent acte, qui ont déclaré qu'en vertu des lois de l'Etat de la Louisiane relatives à la formation des corporations dans cet Etat, elles sont convenues et se sont engagées, et que par le présent acte elles conviennent et s'engagent, elles-mêmes et ceux qui s'y rattachent, à établir une Compagnie d'Assurance, pour les objets, et sous les obligations, stipulations et réglements ci-après définies, à savoir:

ARTICLE PREMIER.

La dite Compagnie sera établie et domiciliée dans la ville de la Nouvelle-Orléans, et sera connue et désignée sous le nom et titre de: Compagnie d'Assurance Mutuelle du Pélican de la Nouvelle-Orléans. Elle commencera ses opérations vers le sixième jour de décembre prochain et existera pendant le terme plein et entier de vingt-cinq ans, à compter de la date du présent acte, à moins qu'il n'en soit décidé autrement;

Il sera fait usage, par les officiers de la dite Compagnie, d'un sceau portant pour emblème les armes de l'Etat de la Louisiane, et pour inscription le nom de la Compagnie.

Le Président et le Secrétaire de la Compagnie sont désignés comme les employés entre les mains desquels devront être servies toutes citations, notifications ou autres sommations légales dans les affaires où la Compagnie pourra être intéressée.

ARTICLE DEUXIEME.

Les objets et fins de la Compagnie sont par les présentes déclarés être ainsi qu'il suit:

1o—Assurer les maisons, magasins et autres édifices, les mobiliers, les marchandises, et autres propriétés mobilières contre les risques et dommages d'incendie.

2o—Assurer les navires, bateaux à vapeur, frêts, effets, marchandises, espèces métalliques, lingots, commissions, bénéfices, billets de banque, traites et autres valeurs effectives, intérêts d'emprunts à la grosse et sur respondentia et généralement de faire toutes assurances appartenant ou se rattachant aux risques de transport intérieur ou par mer.

La Compagnie pourra se faire assurer elle-même contre tout risque sur lequel elle aura effectué une assurance.

ARTICLE TROISIEME.

Les noms et intérêts des parties au présent acte sont déclarés être ainsi qu'il suit:

Lafitte, Dufilho & Co, trois mille piastres,
E. Troisgros, trois mille piastres,
T. Bailly Blanchard, Jr. trois mille piastres,
B. L. Millaudon, trois mille piastres,
C. Cavaroc, trois mille piastres,
Shropshire & Hathorn, trois mille piastres,
Bon. Toledano, trois mille piastres,
Peterson Hill & Elliot, trois mille piastres,
Thomas C. Payan, deux mille piastres,
Aaron Dreyfus, deux mille piastres,
E. Gique, deux mille piastres,
Manuel Payro, deux mille piastres,
Puig Brothers, deux mille piastres,
John Pemberton, deux mille piastres,
Fatjo, Marks & Co, deux mille piastres,
Avendano Bros, deux mille piastres,
W. J. Taylor, deux mille piastres,
Lion & Israel, quinze cents piastres,
Durel & O'Connell, quinze cents piastres,
S. N. Moody, quinze cents piastres,
Olympe Boisse, quinze cents piastres,
C. C. Sampson, quinze cents piastres,
A. Castaing, quinze cents piastres,
Lesley & Lobrer(?), quinze cents piastres,
J. A. Bonnafon, quinze cents piastres,
Kearney, Blois & Co, quinze cents piastres,
J. F. Fargeaud, mille piastres,
Dupré, Greversberg & Co, mille piastres,
J. Tuyes, mille piastres,
R. S. Morse, mille piastres,
J. M. Lapeyre, mille piastres,
A. Rousset, mille piastres,
J. G. Lingham & Co., mille piastres,
Thos. Murray, mille piastres,
Hy. Peyrhaud, mille piastres,
J. C. Forbes & Co, mille piastres,
C. Cellier, mille piastres,
Samuel M. Todd, mille piastres,
Thomas & Foley, mille piastres,
E. Ganucheau, mille piastres,
Mayo, Hodge & Co, mille piastres,
Perkins, Swenson & Co, mille piastres,
Schmidt & Zeigler, mille piastres,
Lucien Mollo, mille piastres,
E. F. Golsan & Co, mille piastres,
E. Masquese, mille piastres,
Thos. B. Bodley, mille piastres,
P. J. Pavy & Co, mille piastres,
Edward Thompson, mille piastres,
James E. Zunts, mille piastres,
A. Chiapella, mille piastres,
P. L. Christian, mille piastres,
E. Eichelberger, cinq cents piastres,
Charles E. Fortier, cinq cents piastres,
V. Debuichon, cinq cents piastres,
A. Miltenberger & Co, cinq cents piastres,
O. Valeton, cinq cents piastres,
Jacob Ott, cinq cents piastres,
E. F. Mioton, cinq cents piastres,
Charles Roman, cinq cents piastres,
John R. Conway, cinq cents piastres,
Oscar Robin, cinq cents piastres,
Edward Cochran, cinq cents piastres,
F. Malochée, cinq cents piastres,
F. P. Ducongé, cinq cents piastres,
J. Jaufroid, cinq cents piastres,
C. Duhamel, cinq cents piastres,
A. Delpit & Co., cinq cents piastres,
J. P. Sarrazin, cinq cents piastres,
Thomas & Spear, cinq cents piastres,
J. J. Foucher, cinq cents piastres,
T. Moreau, cinq cents piastres,
Bruletour & Co., cinq cents piastres,
J. G. Spor, cinq cents piastres,
J. Seguela, cinq cents piastres,
Blancand & Gullet, cinq cents piastres,
A. Jacquet & Bechet, cinq cents piastres,
F. Dumontell, cinq cents piastres,
E. G. Audibert, cinq cents piastres,
V. Maignan & Laborde, cinq cents piastres,
Geo. E. Beard, cinq cents piastres,
Thomas Schorr, cinq cents piastres,
A. E. Bignon, cinq cents piastres,
J. B. Vanhorn & Co, cinq cents piastres,
Oscar Bercier & Co, cinq cents piastres,
Hoffman, Marks & Co, cinq cents piastres,
Charles de Lassus, cinq cents piastres,
Leon Godchaux, cinq cents piastres,
C. Boissonneau, cinq cents piastres,
Sophie Seeuws, cinq cents piastres,
F. A. Gonzales, cinq cents piastres,
Henry F. Bartlett, cinq cents piastres,
James Wood, cinq cents piastres,
Jos. A. Brown, cinq cents piastres,
Jas. Anderson & Co., cinq cents piastres,
Emile Dupré, cinq cents piastres,
Julien Michel, cinq cents piastres,
Joseph H. Wilson, cinq cents piastres.

ARTICLE QUATRIEME.

A l'effet de remplir le but de cette Corporation, les personnes qui ont déjà souscrit et celles qui pourront plus tard souscrire, donneront leurs billets (approuvés par le Président) pour le montant de leur souscription, lesquels billets seront payables douze mois après le quinzième jour de décembre prochain, et pour lesquels le Président devra leur donner un reçu reconnaissant avoir touché le montant pour primes payées d'avance. Les dits billets seront sujets à toutes les éventualités du capital.

Toutes primes d'assurance faites par lesdites parties seront payées conformément aux règlements de la Compagnie, et le montant desdites primes, après le paiement, sera porté au dos desdits billets en compte jusqu'à ce que lesdits billets aient été payés en plein.

Les tireurs des dits billets ne seront, dans aucun cas, responsables des pertes de la compagnie pour aucune somme excédant le montant qu'ils pourront devoir sur les dits billets.

Dans le cas où, à leur échéance, il resterait encore due une balance sur les dits billets, après avoir crédité au dos le montant des primes encaissées, et si les besoins de la Compagnie n'exigent pas le paiement de cette balance, les tireurs seront en droit de renouveler leurs billets pour une autre année, pour le chiffre de cette balance. Tous les billets ainsi fournis contiendront la clause expresse que, dans le cas où les besoins de la Compagnie l'exigeraient, le tireur paiera, de bonne foi, à maturité, le montant qui pourra rester dû sur son billet, abandonnant tout droit d'invoquer le manque ou défaut de valeur reçue.

ARTICLE CINQUIEME.

Tous les pouvoirs que la Compagnie tient de son acte d'incorporation seront exercés par un Conseil d'Administration, et par les officiers et commis qu'il pourra nommer.

Le Conseil d'Administration sera composé de onze membres de la Compagnie, élus, excepté la première année, le deuxième lundi de décembre, de chaque année, au bureau de la Compagnie. Il sera donné avis de la dite élection dans deux journaux publiés dans la ville de la Nouvelle Orléans. Trois membres de la Compagnie seront nommés par le Conseil pour présider à la dite élection, et dans le cas où les dits inspecteurs refuseraient ou négligeraient d'être présents, le Président aura le pouvoir de désigner un remplaçant.

Le Conseil d'Administration ainsi élu entrera en fonction le deuxième lundi du mois de janvier qui suivra, et restera en place jusqu'à ce que d'autres aient été élus pour les remplacer.

Les personnes qui recevront la pluralité des voix seront considérées et déclarées dûment élues. Dans le cas où l'élection n'aurait pas lieu le jour fixé, le Président devra ordonner une élection dans les dix jours qui suivront la date de la première, et il devra en donner avis dans un ou plusieurs des journaux publiés dans cette ville.

Le Conseil d'Administration, à sa première réunion de chaque année, élira un Président qui sera, au moment de son élection, membre ex-officio du Conseil, et qui restera en place jusqu'à ce que son successeur ait été élu et ait qualifié.

Le Président devra présider toutes les réunions du Conseil d'Administration et de la Compagnie. Il devra diriger toutes les affaires de la Compagnie sous la surveillance du Conseil d'Administration.

Le Conseil disposera des profits que pourront donner les affaires de la Compagnie, de la manière qui sera déterminée par le présent acte. Il lui est par les présentes, donné plein pouvoir d'adopter les dispositions, lois et règlements qu'il jugera nécessaires pour le gouvernement de la Compagnie et pour faciliter la transaction des affaires, pourvu que ces lois ou règlements ne soient pas contraires au présent acte ni aux lois des Etats-Unis, ni aux lois de l'Etat. Il lui est aussi donné plein pouvoir de faire tous autres actes nécessaires à l'exécution des objets et fins de la Compagnie, lesquels actes ne seront pas déclarés prohibés par le présent acte, et de remplir toutes vacances qui pourraient survenir dans ledit Conseil.

ARTICLE SIXIEME.

Les personnes ci-après nommées constitueront le premier Conseil d'Administration, et sont par les présentes investies de tous les droits et pouvoirs spécifiés dans l'article précédent. Lesdites personnes resteront en fonctions jusqu'au deuxième lundi du mois de janvier mil huit cent soixante-neuf, ou jusqu'à ce qu'il en ait été d'autres pour prendre leur place.

Conseil d'Administration.

Charles Roman,	B. L. Millaudon,
Arthur Forstall,	Ths. C. Payan,
Domingo Fatjo,	Wm. A. Shropshire,
F. A. Peterson,	S. N. Moody,
E. Gique,	Samuel M. Todd,

Théodore Bailly Blanchard.

ARTICLE SEPTIEME.

Toute personne qui effectuera et continuera d'effectuer des assurances avec la Compagnie, et toute personne qui sera détenteur en son propre nom ou au nom de sa maison de commerce, d'un certificat de profit sur les livres de la Compagnie, sera considérée comme membre de la Compagnie et aura le droit de voter, en personne ou par procuration, à toutes les élections.

Chaque certificat de crédit sur les livres de la Compagnie, non annulé ou liquidé par des pertes éprouvées après la date de son émission, donnera au détenteur droit à une voix pour chaque cent dollars jusqu'à concurrence de mille dollars; au-dessus de ce chiffre, chaque cinq cents dollars donneront droit à une voix additionnelle; et dans aucun cas le détenteur d'un certificat n'aura plus de vingt voix, pourvu toutefois, que ledit certificat n'ait pas été transféré dans les six mois qui précéderont immédiatement ladite élection, à la personne ou à la maison de commerce réclamant le droit de voter.

ARTICLE HUITIEME.

Le Conseil d'Administration aura le pouvoir de prêter de temps à autre, une moitié des profits nets de la Compagnie, sur la garantie d'hypothèques reposant sur les propriétés foncières situées dans la paroisse d'Orléans et la ville de Jefferson, Etat, dans les cas devront avoir une valeur au moins double de la somme prêtée.

Il aura aussi le pouvoir d'employer l'excédant en surplus des profits, à l'achat de bons ou inscriptions d'emprunts créés ou de cette ville, ou pourra prêter ledit excédant sur garantie de valeurs des Etats-Unis, de cette ville, ou en autres valeurs, bons ou inscriptions.

La Compagnie pourra posséder des propriétés foncières jusqu'à concurrence du quart des profits nets, et le Conseil d'Administration pourra, à sa discrétion, en faire l'acquisition pour les usages de la Compagnie. La Compagnie pourra aussi acquérir toutes propriétés qui auraient été forcées; lorsque dans ce cas, elle les acquerra aux [illegible] intérêts de la Compagnie, sans la nécessaire pour la garantie de toute perte.

ARTICLE NEUVIEME.

Un mois après l'expiration du deuxième lundi de janvier, mil huit cent soixante-neuf, et tous les ans à dater de l'émission de chaque année subséquente, il sera fait par les officiers de la Compagnie un tableau qui montrera la compagnie pendant l'année écoulée, tel que celui de [illegible]. Ce tableau comprendra un état des assurances effectuées pendant la dite année, classées sous les titres de risques d'incendie, de mer et de navigation intérieure, et il en sera considéré comme acquis la portion des primes sur les risques terminés, et les profits nets seront distribués entre les membres, et chacun aura droit à un certificat de profit pour toute part qui lui aura été payée sur l'actif de la Compagnie. L'excédant de ce dont les primes qu'ils auront payées, de même que, et seront crédités au détenteur par les livres de la Compagnie, aussi souvent qu'il soit dit tous les ans par lesdits certificats seront payables, [illegible].

[illegible] ... Dans le cas où l'un de ceux qui pourront avoir droit à un certificat de profit sera redevable à la Compagnie ... [illegible] ...

Dans l'émission des certificats, il ne sera pas tenu compte des sommes au-dessous de dix dollars et des fractions de dollars; ces sommes seront portées au crédit des Dépenses Contingentes, et appliquées aux dépenses de la Compagnie pendant l'année suivante.

[illegible] ...

ARTICLE DIXIEME.

Toute personne qui deviendra membre de cette Compagnie par l'effectuation d'une assurance, devra, avant de recevoir [illegible] ... payer la prime ou [illegible] ... le Conseil d'Administration ... [illegible] ... la Compagnie.

ARTICLE ONZIEME.

...ces spécifié dans l'article suivant, et sera toujours tenu responsable des pertes et dépenses encourues par la Compagnie.

Lorsque les profits nets auront dépassé par accumulation, la somme de trois cent mille dollars, l'excédant pourra être employé, d'année en année, au rachat total ou partiel des certificats de profit de chaque année, dans l'ordre de leur émission, conformément à l'article neuvième. Mais les certificats d'une année ne seront pas rachetés avant que tous ceux des années précédentes aient été payés et éteints.

Le Conseil d'administration aura néanmoins, le pouvoir, à l'aide de ses réunions générales, à la majorité des deux tiers des membres, de décider d'amender le présent règlement, de manière à exiger une accumulation de jusqu'à la concurrence de six cent mille dollars avant que l'excédant puisse être appliqué, ainsi qu'il vient d'être dit, au rachat des certificats de profit.

ARTICLE DOUZIEME.

Pendant le premier mois après l'expiration du second lundi de janvier mil-huit cent-soixante neuf, et dans le même délai de l'expiration du deuxième lundi de chaque année suivante, le Président, les officiers de la Compagnie seront tenus de faire et de fournir publier, dans deux journaux de cette ville, un tableau général des affaires de la Compagnie, et contenant:

1o. Le montant des primes reçues pendant l'année écoulée, spécialement classées sous le titre de Risques d'incendie, Risques de mer et Risques de navigation intérieure.

2o. Le montant des dépenses de la Compagnie pendant l'année.

3o. Le montant des pertes éprouvées pendant l'année, classées et réparties entre les Risques d'incendie, Risques de mer et Risques de navigation intérieure.

4o. La balance en caisse, spécifiant le montant en caisse et le montant représenté par des valeurs de portefeuille, en désignant la nature des dites valeurs.

ARTICLE TREIZIEME.

A une assemblée qui sera convoquée à cet effet, après avis préalable durant trente jours, dans deux des journaux publiés en cette ville, les actionnaires de la Compagnie pourront changer et modifier le présent acte, y faire toutes additions, ou même dissoudre la Corporation, pourvu que les trois-quarts des votes donnés à cette assemblée le décident ainsi; et tous changements, toutes additions, modifications, et toute dissolution, devront être enregistrés conformément à la loi.

ARTICLE QUATORZIEME.

A l'expiration du terme de cet acte d'incorporation, ou plus tôt, ainsi qu'il est dit dans l'article 13ème, trois commissaires seront nommés par le Conseil d'Administration. Sous la surveillance de ces officiers les affaires de la Compagnie seront liquidées et les dettes et obligations payées, et la balance de ses fonds appliquée au rachat des certificats de profits, sans distinction de date, au prorata. Les mêmes commissaires agiront comme tels, jusqu'à ce que les affaires de la Compagnie soient entièrement réglées, et en cas de décès ou d'incapacité de l'un d'eux, le survivant ou les survivants agiront seuls.

ARTICLE QUINZIEME.

Outre leur part de profits dans les affaires de la Compagnie, les souscripteurs au présent acte auront droit, pour la première année, à un intérêt spécial à raison de huit pour cent par an sur le montant des primes qu'ils ont accréditées sur leurs billets de souscription; lequel intérêt sera calculé de la date moyenne des dits crédits, jusqu'au quinzième jour de décembre mil-huit cent soixante-et-huit.

Fait et passé en mon étude dans la ville de la Nouvelle-Orléans, en présence de Marcel T. Ducros et d'Adolphe A. Lenes, témoins compétents, domiciliés dans cette ville, et qui ont signé ainsi dit acte, avec les parties contractantes et moi notaire.

Original signé: Lafitte, Dufilho & Co.,—E. Troisgros, —T. Bailly Blanchard, jr.,—C. Cavaroc—et autres.

M. T. Ducros—A. A. Lenes.

EDW. BARNETT, Notaire Public.

Copie conforme à l'original dans les archives de mon bureau.—Nlle-Orléans, 20 décembre 1867.

EDW. BARNETT, Notaire Public.

24 déc—7.14.22

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1866 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made:

RETURNS.

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.
2. From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid a previous income tax.
3. From rents.
4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold.
5. From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1863.
6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposit in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.
7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.
8. From gains and profits of any incorporated company not divided.
9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.
10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those enumerated above.
11. From any salary other than as an officer or employé of the United States.
12. From any salary or pay as an officer or employé of the United States.
13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.
14. From all sources not above enumerated.

Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.
2. National, State, county and municipal taxes within the year.
3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.
4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1863.
5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.
6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.
7. Amount actually paid for rent of homestead.
8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.
9. Interest paid out of falling due within the year.
10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.
11. Interest or dividents from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(Schedule A.—Section 100, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.)

TAXABLE PROPERTY.

Carriage, phaeton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$6.

Carriages of like description valued above $500—$10.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents.

Fred Butterfield vs Kate G. Stapleton.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 20,165—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, dix de mars 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit.

1o Un certain terrain mesurant vingt-six pieds de face à la rue Julie, dans le Premier District de cette ville, sur cent cinq pieds de profondeur dans l'îlet borné par les rues Julie, du Camp, St-Joseph et St Charles. Ensemble avec les améliorations qui s'y trouvent.

2o Un autre terrain situé derrière le terrain sus-décrit, portant le No 4 d'après un plan dressé par Commagère, arpenteur, le 29 mai 1838. Le dit terrain mesure vingt-six pieds et trois pouces de face sur une allée commune en passage, entre-cinq pieds de largeur qui donne sur la ligne qui sépare le dit terrain de la propriété aujourd'hui ou autrefois appartenant à E. d'Apremont et trente-cinq pieds et quatre pouces le long de la ligne limitrophe du No 3.

Ensemble avec les améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient à la défenderesse au moyen de l'acquisition qu'elle en a faite conjointement avec Geo. W. Clannon, de la succession de Robert Clannon, suivant deux actes au rapport de Hugh Madden, ci-devant notaire public en cette ville, l'un en date du 24 mai 1865 et l'autre en date du 28 de juin 1865 et suivant acte au rapport de Wm Shannon, notaire public en cette ville, en date du 29 de mars 1866, la dite défenderesse acquit la moitié indivise de la dite propriété du dit Geo. W. Clannon.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions.—L'acquéreur retiendra par devers lui le montant d'une hypothèque en faveur de John Falconer, de la somme de dix mille piastres daté du 14 de juillet 1865, avec l'intérêt sur la dite somme, reposant sur la dite propriété et sur d'autres décrites en l'acte d'hypothèque inscrite au Bureau des hypothèques, Livre 89 au fo. 460, et la balance du prix d'adjudication, comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la paroisse d'Orléans

7 fév—7,15 24—mars 3 10

JACOB VAN WICKLE vs. ARTHUR HAUCH.

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 24,547—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, trois de mars 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication des propriétés dont description suit:

1o—Quatre certains terrains situés dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet numéro Dix borné par la Promenade Carondelet, les rues Rocheblave, St-Pierre et Dorgenois, désignés par les numéros Dix, Onze, Deux cent, Deux cent soixante-quatorze et Cent soixante-quinze, mesurant, en mesure française, chacun vingt pieds de face [illegible] ... [illegible]

2o Et quatre terrains situés dans le même District et îlet, désignés par les numéros Un, Deux, Trois et Quatre, d'après un plan portant le No 42, déposé en l'étude de S. Magner, notaire public en cette ville, et ayant, mesure américaine, les dimensions suivantes, savoir: le No Un, vingt et un pieds de face à la rue St Pierre, quatre vingt dix pieds et neuf pouces de face à la rue Rocheblave, vingt et un pieds [illegible] ... [illegible]

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui se trouvent sur les terrains sus-décrits.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite suivant les actes de [illegible] par F. Coquet et als, suivant acte au rapport de J. Agaisse, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 14 mars 1854, et que les dits défendeur et F. Coquet acquirent ... au rapport de C. V. Foulon, notaire public en cette ville, en date du 1er décembre 1863.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans

31 jan—6 13 22 fév—mars 3

ETAT DE LA LOUISIANE.—Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

Je certifie, par les présentes, que le 9 janvier 1868, jugement a été rendu dans cette Cour, dans l'affaire intitulée en lettres et chiffres suivants: No 18 806. Mme Mary Fraser, femme de Wm C. Day, contre Wm C. Day, son mari. Dans cette affaire soumise à la Cour, pour adjudication, avec le consentement des parties et sur les témoignages recueillis, la Cour considérant que la loi et les preuves sont en faveur de la demanderesse:

Il est ordonné et adjugé qu'il y ait jugement en faveur de la demanderesse, Mme Mary Fraser, femme de Wm C. Day, et contre le défendeur, le dit William C. Day, son mari; qu'il y ait une séparation de biens entre les parties et que la communauté d'acquêts et de gains ayant existé jusqu'à ce jour entre elles est dissoute; que la demanderesse recouvre comme sa propriété et éteinte les terrains Nos 22 et 23 de l'îlet compris entre les rues St-Charles (ci-devant Nayades), Prytania, Joséphine et St-André, Quatrième District de cette ville, lesquels terrains sont décrits dans la pétition. Elle est également déclarée propriétaire de la maison et des améliorations qui se trouvent sur les dits terrains, ainsi que des meubles et effets qui se trouvent dans la dite maison et les dites améliorations.

Il est de plus ordonné que la demanderesse ait l'administration pleine et entière de ses biens séparés, et que le défendeur la remboursera de toute la somme de trois mille quarante-six piastres, avec intérêt légal de cinq pour cent par an [illegible] ... payer les frais de l'action.

Jugement rendu le 9 janvier 1868.
Signé le 14 janvier 1868.
(Signé) CHAS LEAUMONT, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et le sceau de ladite Cour, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, ce 29 janvier de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-huit, et la 92e année de l'Indépendance des Etats-Unis.

A. D. BERNOUDY,
Député-Greffier.

1er fév—1er, 15 et 1er mars

Postages to Foreign Ports.

☞ The Asterisk (*) indicates that in cases where it is prefixed, unless the letter be registered, prepayment is optional; in all other cases prepayment is required.

COUNTRIES.	Not over ½ ounce.	Not over ½ ounce.	Newspapers,
Africa, west coast, British mail	..	33	4
Argentine Republic, via England	..	45	4
via France	30	60	..
Aspinwall	..	10	2
Australia, Br. M. via Southampton	..	33	6
do via Marseilles	39	45	8
by private ship from N. Y. or Boston	..	5	2
French mail (Sou' bel aucomp'ry)	*30	*60	..
by Brem. or Ham. mail, via Marseilles and Suez	50	102	..
Algeria, French Mail	*15	*30	2
by Brem. & Ham. mail via Trieste	..	55	..
Austria and its States, Pr. closed mail	..	*30	6
do do when prepaid	..	28	..
do by Brem. or Ham. mail	..	*15	3
do do (except prov. in Italy) French mail	..	..	*21
Bahamas, by direct steamer from New York	..	5	2
Belgium, French mail	*21	*42	..
closed mail via. England	..	*27	5
open mail via. London by Am. pkt.	..	21	2
do. do. by British pkt.	..	5	2
Brazil, via. England	..	45	4
via. France, in Fr. m. from Bordeaux	*33	*66	..
By American Packet	..	10	2
Bremen, Prussian closed mail	..	*30	6
do. do. do. when prepaid	..	28	..
do. Bremen mail	..	*15	3
do. Hamburg mail	..	*15	3
do. French mail	*21	*42	..
British N. Am. Prov., dist. not over 3000 miles	..	*10	2
do. dist. exceed 3000 miles	..	*15	2
Buenos Ayres, via England	..	45	4
do. via France, by French mail from Bordeaux	30	60	..
Cape of G. H., Br. m., via Southampton	..	45	8
do. do. Marseilles	..	58	8
Chili	..	34	6
China, Br'sh M. via Southampton	..	45	6
do. via Marseilles	..	53	8
do. by Br'n or Ham. m. via Trieste	..	55	..
by Brem. or Ham. m. via Marseilles and Suez	40	72	..
French mail	30	60	2
by mail to San Fran., thence by pr. ship	..	..	3
Costa Rica	..	10	2
Cuba	..	10	2
Denmark Prussian closed mail (if prepaid 31c.)	..	33	9
by Bremen or Hamburg Mail	..	20	3
French Mail	27	54	..
E. In's, op'n m. via Lon. by A. pkt.	..	5	6
Prussian closed mail, via Trieste	..	68	13
(Eng. possess.) Pr. cl. m. via Trieste	..	36	13
by Brem. or Ham. m. via Mar's. and Suez	40	72	..
by Brem. or Ham. m. via Trieste	..	64	..
French mail	30	60	..
Ecuador	..	34	6
France	*15	*30	2
Frankfort, French mail	*21	*42	..
Prussian closed mail	..	*30	6
do do when prepaid	..	28	..
Brem. or Ham. mail	..	*15	3
German States, Prus. closed mail (if prep 28c)	..	*30	6
French mail	*21	*42	..
Bremen mail	..	*15	3
(except Luxemburg) by Ham.	..	*15	3
Great Britain and Ireland	..	*24	2
Hamburg, by Ham. mail direct from N. Y.	..	*10	2
Bremen mail	..	*15	3
Prussian closed mail	..	*30	6
do when prepaid	..	28	..
French mail	*21	*42	..
Hanover, Prussian closed mail	..	*30	..
do when prepaid	..	28	..
by Bremen or Hamburg mail	..	*15	3
French mail	21	*42	..
Hayti, via England	..	45	4
Hong Kong, Brit. m. via Mar's	..	53	8
do via Southampton	..	45	6
by French mail	30	60	2
by Bremen or Hamburg mail	..	39	..
Prussian closed mail	..	36	10
Indian Archipelago, French mail	30	60	6
Italy, via. Bremen or Hamburg mail	..	..	..
British mail via Marseilles	..	39	4
Martinique, via England	..	45	5
Mauritius, Br. m. via Southampton	..	33	6
do do via Marseilles	39	45	8
do French mail	30	60	..
Mexico	..	10	2
Norway Prus. cl. m. (if prep. 38c)	..	*42	13
do Bremen or Hamburg mail	..	38	4
do French mail	33	66	..
Nassau, N. Prov. direct steamer from N. Y.	..	5	2
New Granada, (except Aspinwall and Panama)	..	18	6
Nicaragua, Pacific Slope, via Pana	..	10	2
do Gulf Coast of	..	34	6
Panama	..	10	2
Paraguay, Brit. mail, via England	..	45	4
Peru	..	22	6
Porto Rico, Bri. mail via Havana	..	18	4
Portugal, Bri. mail via England	33	45	8
Prussia, Prussian closed mail	..	*30	6
do when prepaid	..	28	..
by Bremen or Hamburg mail	..	*15	3
French mail	*21	*42	..
Russia, Prus. cl. m. (if prep. 35c.)	..	*37	8
by Bremen or Hamburg mail	..	*29	2
by French mail	*30	*60	2
Sweden Prus. cl. m. (if prep. 34c.)	..	*35	9
do. Hamburg or Bremen Mail	..	20	2
do. French mail	33	66	..
Sardinian States (Prussian closed mail if prepaid) 40c.	..	42	11
do. do. French mail	*21	*42	..
Bremen or Hamburg mail	..	*28	4
Savoy, District	..	*15	*30
Roma States, Prussian closed m.	..	44	..
Bremen or Hamburg	..	32	4
French mail	*27	*54	2
Singapore, Br. m. via Southampton	..	45	6
do. via Marseilles	..	53	8
French mail	30	60	8
Spain, Br. m. by American packet	..	5	2
do. do. by British pkt.	..	21	2
do. French mail	21	42	..
do. by Brem. or Ham. mail	30	62	..
St. Thomas, by U. S. packet to Kingston, Jamaica	..	18	6
do. via Havana	..	34	6
Switzerland, Prus. cl. m. (if prepaid 33c.)	..	*35	9
French mail	*21	*42	..
by Bremen mail	..	*19	4
by Hamburg mail	..	19	3
Venezuela, British mail via Southampton	..	45	4
West Indies, British, not British, (except Cuba)	..	10	2
	..	34	6

Routes of Transmission, Etc.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction "open mail via England;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in French mail;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed "via Prussian closed mail;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed "via Belgian closed mail;" and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France, where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent via France; otherwise they may be missent in the open mail to Liverpool by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES.

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President; H. P. Janvier, Secretary.

Citizens' Mutual Insurance Company, No. 3 Carondelet street—O. Gaillard, President; H. Castarede, Secretary.

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President; Henry O. Ogden, Secretary.

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President; Geo. Sweet, Secretary.

Factors' and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michael Musson, President; Harman Doane, Vice President; Ed. A. Palfrey, Secretary.

Germania Insurance Company, No. 135 Gravier street—D. Michel, President; E. Maier, Secretary.

Great Southern and Western Fire, Marine and Accident Insurance Company, No. 21 Carondelet street—James Longstreet, President; C. Williams, Secretary.

Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Jas. H. Wheeler, President; A. W. Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H. Peychaud, President; Lewis Barnett, Secretary.

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President; J. P. Roux, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—E. Ganucheau, President; L. W. Bequie, Secretary.

Merchants' Mutual Insurance Company, No. 104 Canal street—John Pemberton, President; Paul Fourchy Secretary.

National Marine and Fire Insurance Company, corner of Camp and Common streets—Wm. Whann, President; E. N. Ganucheau, Secretary.

New Orleans Mutual Insurance Company, No. 111 Canal street—J. Tuyes, President; J. W. Hincks, Secretary.

Star Mutual Insurance Company, No. 14 Carondelet street—Placide Fortall, President; N. Augustin, Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President; Thos. Anderson, Secretary.

Union Insurance Company, No. 112 Canal street—A. Chiapella, President; J. M. Crawford, Secretary.

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	25
Bran	20
Barly	48
Beans white	60
Beans castor	..
Buckwheat	..
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	..
" Meal	..
Hair, plastering	..
Lime, unslacked	..
Malt, barley	34
Malt, Rye	40
Oats	32
Onions	56
Peaches (dried)	33
Potatoes, Irish	60
" sweet	..
Peas	..
Rye	56
Seed Blue Grass	10
Seed, Clover	60
" Flax	56
" Hemp	45
" Timothy	45
" Hungarian Grass	50
Salt, Coarse	..
" Fine	..
Sand	..
Turnips	..
Wheat	60

Notice.

ALL parties indebted to or having claims against the estate of my deceased husband, Louis Levy, will please present or pay the same to my Brother, Ben Weil, or to my attorneys, Messrs. Conrad and Phillips, No 25 Exchange Place.

SARAH LEVY,
Testamentary Executrix.

feb1 15 29

JUDICIAL SALES.

N. Olandel vs. A. Libermann.

FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. 18,666.—By virtue of a writ of seizure and sale, to me directed by the Honorable the Fifth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on FRIDAY, the 21st day of February, 1868, at 12 o'clock M., the following described property, viz:

A CERTAIN LOT OF GROUND, with all the buildings and improvements thereon, rights, ways, privileges or servitudes thereunto attached, or in any wise appertaining, situated in the First District of this city, in the square bounded by New Levee, Tchoupitoulas, Delord and South Market streets, designated by the No. Three, on a plan of Louis H. Pilié, late City Surveyor, dated the 9th December, 1850, and deposited in the office of Eusèbe Bouny, a notary public in this city, which said lot measures, in American measure, twenty-four feet front on New Levee street, by a depth of sixty-five feet ten inches on the line towards South Market street, seventy-two feet four inches on the other side line, and twenty-three feet two inches in width in the rear.

Being the same property which the said A. Libermann acquired by purchase from the city of New Orleans, as per act passed before said notary, Eusèbe Bouny, on the 15th day of February, 1858.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

jan21 30 feb7 14 21

Widow Mathilde Fortier v. Amélie Legras.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 20,792.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled suit, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse street, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 29th day of February, 1868, at 12 o'clock, m., the following described property, viz:

SEVEN LOTS OF GROUND adjoining each other, situated in this Parish, on the right bank of the Mississippi River, at about five miles below this city, designated by the numbers from One to seven, inclusive, on a plan drawn by Giroux and Casbolog, architects, on the 17th of February, 1851, and deposited in the office of Theo. Guyol, late a notary public in this city, under the No. 213, and having the following dimensions: Lot number One measures two hundred and eighty-five feet front on the river by forty arpents in depth. Lot number Two measures two hundred and ninety-five feet front on the river by forty arpents in depth. And lots from Three to Seven, inclusive, measure each one hundred and fifty-four feet front on the river by forty arpents in depth, English measure. Together with all the buildings and improvements, circumstances and dependencies, actions and privileges on said lot of ground, excluding the upper portion of lot number One, measuring ninety feet front by forty arpents in depth, bounded on the upper side by lands belonging to the heirs of Casimir Lacoste, and on the lower side by the remaining portion of lot number One, and, also, excluding any buildings, improvements on said portion of ground so excluded.

Seized in the above suit.

Terms—Cash, to a sufficient amount to pay the plaintiff herein her claim now due, to-wit:

1st. The sum of two thousand nine hundred dollars, amount of the mortgage note due on said property.

2d. The sum of one hundred and seventy-four dollars, interest due on said note from date till maturity, at six per cent.

3d. such interest, at the rate of eight per cent. per annum, as will have accrued on said note of $2 900, from maturity, to wit: from the 18th day of October, 1867, until the day of adjudication

4th. Four dollars costs of copy of act of sale.

5th. Eleven dollars and 55c. costs of Court.

For the balance of the price, the purchaser to assume the payment of,—1st. The mortgage note for $2500 due August 9th, 1868, secured by mortgage on the above described property, subscribed by plaintiff's agent, J. D. Augustin, to his order, and by him endorsed as agent; said note dated 9th August, 1866, payable one year after date, bearing eight per cent. interest from and after maturity until paid, and which said note, at its maturity, was renewed for one year, and falls due, as aforesaid, on the 9th August, 1868.

2d. The mortgage note of $2900, dated October 25, 1866, subscribed by the said defendant, to her own order, and by her endorsed, payable two years after date, with six per cent interest from date to maturity, and thereafter at eight per cent. per annum interest until paid, also secured by mortgage on said above described property, being the last installment of the original price due plaintiff and falling due on the 25th October, 1868. And the said purchaser to take the reversion of the mortgage to secure the said notes, the balance, if any, of the price of adjudication to be paid cash.

GEO W. AVERY,
Sheriff of the Parish of Orleans.

an29 feb6 14 22 29

Henry Mueller vs. Henry Nelson.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. 20,782.—By virtue of a writ of seizure and sale, to me directed by the Hon. the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the Tenth day of March, 1868, at 12 o'clock m., the following described property, viz:

FIFTEEN LOTS OF GROUND, situate in the Suburb Marigny, Third District of this city, designated by the Nos. One to Fifteen, comprising the whole of the triangular piece of ground designated by the No Seventeen, (17) bounded by Industry and Broad streets and London Avenue, and having a small line on Agriculture street. The whole as per plan deposited in the office of E G Gottschalk, notary public in this city, as plan No 32.

Being the same property which the defendant acquired by purchase from plaintiff, as per act passed before Abel Dreyfous, notary public in this city, on the 3d of November, 1866.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

feb6 15 23 29 mh10

August Bohn vs. Jas. A. Moran.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 24 461.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on MONDAY the Ninth day of March, 1868 at 12 o'clock, M., the following described property, viz:—

A CERTAIN LOT OF GROUND situate in the First District of this city, in the square bounded by Camp, Magazine, Calliope and Gaiennié streets, and designated by the No. Four, on a plan drawn by J. A. d'Hemecourt, surveyor, on the 15th day of January, 1867, and now deposited in the office of Felix Grima, notary public in this city, a certified sketch of which plan is annexed to an inventory and reappraisement of the property belonging to the succession of John L. Riddell, taken by said Grima, notary, on the 24th December, 1866; said lot of ground measuring, in American measure, according to the said plan, twenty-five feet seven inches front on Camp street, between Calliope and Gaiennié streets, by a depth of one hundred and twenty-seven feet, ten inches and six lines, between equal and parallel lines; together with the buildings and improvements thereon, and all the rights, ways, privileges and advantages thereunto belonging, or in any wise appertaining. Being the same property acquired by defendant by purchase from the succession of John L. Riddell, as per act passed before said notary, Felix Grima, on the 25th February, 1867.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

feb6 15 21 mh3 8

Widow Armide E. Vogel vs. Southern Star Candle Manufacturing Company.

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 18,987.—By virtue of a writ of fieri facias, to me directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the 17th day of March, 1868, at 12 o'clock, m., the following described property, viz—

A CERTAIN SQUARE OF GROUND, situated in the Second District of this city, designated by the No. 58, bounded by Fifth, Sixth and Toulouse streets, and Carondelet Walk, measuring [illegible] feet and [illegible] inches front on Ninth street; 283 feet 3 inches and 3 lines front on Toulouse street, 181 feet 1 inch and 1 line front on Sixth street, and 246 feet 3 inches and 3 lines front on Carondelet Walk; together with all the buildings and improvements thereon, rights, privileges, ways and appurtenances thereunto belonging.

Being the same property acquired by the defendants from Mathieu Jules Bujac, as per act passed before Theodore Guyol, late Notary Public in this city, dated November 21st, 1861.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

feb14 21 mh5 10 17

Citizens' Bank of Louisiana vs Joseph Stinson, Mrs. Stinson Curatrix.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. 3,111.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Second District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the twenty-first day of March, 1868, at 12 o'clock m., the following described property, viz:

TWO LOTS OF GROUND, situated in suburb St. Mary, First District of this city, in the square comprised within Girod, Camp and St. Mary streets, and South street, Lafayette Square, designated by the Nos. 1 and 2, on a plan drawn by Alfred Fortall, late deputy surveyor, dated the 16th February, 1832, and annexed to an act passed before L. T. Caire, then notary public in this city, dated the 26th March, 1832, which lots of ground measure, in American measure, each 25 feet front, more or less, on said South street, Lafayette square, by 87 feet deep. Lot No. 1 forms the corner of said South street and Camp street. Together with all the buildings and improvements thereon consisting of a three-story brick house, known as the Veranda Hotel, kitchens, etc., rights, ways and privileges thereunto belonging, or in any wise appertaining.

Plan of said property will be on exhibition at the Exchange some days previous to that of sale.

Together with four hundred and fifty (450) shares, one hundred and twenty-one (421) of the capital stock of the Citizens' Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

Seized in the above suit.

Terms—The purchaser to furnish a stock note in favor of the Citizens' Bank of Louisiana, for the sum of eight thousand five hundred and fifty dollars ($8550) payable on the 1st day of June next, (1868) fixed or renewable according to the terms of the Charter of said Bank, and the balance of the price of adjudication, cash on the spot.

The purchaser to assume all the obligations and responsibilities of a stockholder of the Citizens' Bank, and to the act of mortgage by J. L. Florance and wife to the Citizens' Bank, of date February 11th, 1837, before T. Seghers, late a notary public in this city. So, the additional mortgage by Mrs Jeter to the Citizens' Bank, of date March 11th, 1839, before A. Boudousquié, late a notary public in this city. So, and the Sheriff's deed of sale in this case.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

feb18 27 mh6 14 21

Factors' and Traders' INSURANCE COMPANY,

39..........Carondelet Street..........39

NEW ORLEANS.

ALL DIVIDENDS IN THIS COMPANY ARE PAYABLE IN CASH.

Amount of Premiums received in the first year (for eight months) of its business, ending 30th April, 1867—$413,636 42.

ASSETS

30th April, 1867..........$546,816 91

The Company continues to issue Policies against Loss and Damage by fire and the perils of rivers and seas at the current rates of premium.

MICHEL MUSSON, President.
HARMON DOANE, Vice President.
ED. A. PALFREY, Secretary.

TRUSTEES.

James Hewitt,	J. J. Warren,
W. A. Johnson,	Wm. Ball,
J. W. Burbridge,	Robert Pitkin,
Jno. L. Noble,	Alf. H. Isaacson,
Moses Greenwood,	Rich'd Milliken,
Alfred S. Huntington,	Sam'l E. Moore,
Hugh McColl,	Wm. H. Henning,
Marshall J. Smith,	Thos M. Scott,
L. Caulfield,	Joseph Bloch,
John Chaffe,	J. B. Jennings,
L. H. Terry,	R. T. Buckner,
Jas. D. Blair,	H. H. Ware,

Sam'l Friedlander. aug11 6m

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMPANY

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, Corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 1st fore cabin, $150(?) in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 2d fore deck, $[illegible] in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $100 in gold.

Children under three years old, free.

Children over three years and under eight, pay quarter price.

Children over eight and under twelve, pay half price.

To every two children paying half price and to four children paying quarter price, there will be granted one bed.

In case there should be several children under three years in one family, only one will be allowed the privilege of free passage, the others will pay quarter price.

Servants attached to the passengers will pay the same as steerage passage.

Through tickets for the round trip are given with a discount of 20 per cent., provided the traveller makes his return trip on one of the Company's steamers within six months after the sailing of the vessel in which he took passage from [illegible] ...

[illegible] steerage passengers will furnish their meals.

[illegible] ... first class with two beds taken up for the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one-half passages.

All passage by this line is payable in gold.

From and after the 15th of February the French steamship GUYANE will leave regularly every month for Havana, in order to connect with the large steamers of the General Trans-Atlantic Company, plying between St. Nazaire and Vera Cruz.

For passage apply to

VICTOR PERRILLAT, Agent,
No. 127 Common street.

ly21f

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825.)

Corner of Delord and Foucher Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses, Newell Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars, all kinds of Plantation and Steamboat Works, and every description of Machinery for the South,

LEEDS & CO.

sep14 6m

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

TENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement: Total premiums for the year ending Nov. 30, 1868(?) ... $[illegible]

Fire premiums	$281,426 04	
Marine	93,218 61	
River	23,870 70	$398,515 35
Less unterminated risks	$ 47,965 60	
Returned premiums	2,063 88	50,029 48
Net earned premiums		$348,487 39(?)
Losses paid:		
Fire losses	$162,194 95	
Marine losses	104,111 32	
River losses	18,047 33	
	$284,353 60	
Re-insurance	16,462 11	
Twenty and twenty-five per cent. returns	30,029 76	
Add expenses, internal revenue taxes, profit and loss, interest on scrip less interest, etc.	31,361 81	362,116 84
Net profits		$ 36,210 05
Net earned premiums 30th Nov., 1867		$346,487 39
Less amount on which twenty and twenty-five per cent. have been returned		176,886 80
Amount participating in profit		$145,761 46

The company have the following assets:

Bills receivable	$ 36,165 87
Premiums in course of collection	145,067 05
Invested in bank stocks	71,881 50
Loans on pledge	33,427 76
Loans on mortgage	13,267 45
Invested in railroad bonds	3,950 00
Invested in scrip of insurance company	30,022 00
Cash on hand	36,308 36
	$345,773 20

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

O. GAILLARD, President.
E. CASTAREDE, Secretary.

State of Louisiana,
Parish of Orleans, City of Orleans,
Sworn to and subscribed before me this 17th day of December, 1867.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a scrip dividend of Twenty-five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 30th November, 1867, for which certificates will be issued on and after the second Monday in February next; and have further resolved to pay six per cent. on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday in February, 1868.

TRUSTEES.

J. Lorber,	A. Miltenberger,
A. Verloin DeGruy,	J. Lemore,
John Gauche,	L. Grand,
Jas. A. White,	F. Avendano,
O. Gaillard,	A. H. D'Hemecourt(?)
J. A. Stouse,	F. Mathieu,

A. Bidault.

Office, No. 3 Carondelet street.

Louisiana Mutual Insurance Co.

THIRTEENTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement: Total Premiums for the year ending 28th February, 1867 ... $808,190 13

Viz—Fire Premiums	$403,772 32	
Marine Premiums	201,577 22	
River Premiums	202,974 60	$808,190 1
Less Return Premiums	$ 4,412 10	
Less Unearned Premiums	40,294 60	$ 44,707 70
Net Earned Premiums		$763,483 00
Losses Paid:		
Fire Losses	$140,362 30	
Marine Losses	131,980 50	
River Losses	204,175 36	
	$476,517 20	
Reinsurances	48,204 88	
Expenses, Taxes, Interest, Discount, etc	58,273 97	
Discount in lieu of Scrip	77,770 38	$663,045 92
Net Profits		$130,477 41

The Company have the following Assets:

Invested in Real Estate	$ 36,800 00
Invested in Mortgage on Real Estate	65,382 50
Invested in City and other Bonds	62,289 00
Invested in Bank and other Stocks	111,665 00
Invested in Scrip of Insurance Companies	121,727 00
Loaned on Pledges	22,150 00
Bills Receivable	34,066 47
Premiums in course of Collection	161,686 51
Cash on hand	162,560 31
	$730,446 31

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.
J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA.
Parish of Orleans, City of New Orleans,
Sworn to and subscribed before me, this 19th day of March, 1867.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a Scrip Dividend of Thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 28th February, 1867, for which certificates will be issued on and after the 1st day of July next.

Six per cent. interest on all outstanding certificates of Scrip will be paid on the second Monday of May, 1867 to the holders thereof or their legal representatives.

CHAS. BRIGGS, President.
ANT. CARRIERE, Vice President.
J. P. ROUX, Secretary.

TRUSTEES:

Charles Briggs,	A. R. Montgomery,
Ant. Carriere,	Chas. Weishaar,
Geo. A. Fosdick,	A. Lecourt,
Mason Pilcher,	Frank Williams,
E. Brugier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Mannsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	D. Pinckard,
Alfred Kearny,	Hugh Macdonald,
A. Frerichs,	Harlow J. Phelps,
Geo. W. Dunbar,	Wm. M. Pinckard,
E. F. Stockmeyer,	Henry H. Bryan,
Geo. W. Hynson,	John S. Walls,
Arch'd Montgomery,	J. B. Ehlers,
Henry J. Vose,	George Foster,
R. Marquese,	Andrew Stewart,

L S Pohlder mh27

EIGHTEENTH ANNUAL STATEMENT OF THE

Crescent Mutual Insurance Company.

MAY 22, 1867.

The Trustees, in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company on the 30th of April, 1867:

Fire Premiums for year	$386,093 01	
Marine Premiums for year	160,885 95	
River Premiums for year	294,577 36	
Total	$841,556 02	
Total net earned Premiums		$736,784 54
Paid Fire Losses	$110,482 40	
.. Marine Losses	124,803 47	
.. River Losses	287,987 02	
.. Taxes	32,089 44	
Paid Profit and Loss, Reinsurance, Discount in lieu of Scrip, Interest, General Expenses, less discount	151,921 20	—708,539 71
Net Profits		$48,394 83

The Company have the following Assets:

Bills Receivable	$40,154 78	
Loans on Bond and Mortgage	82,843 38	
Loans on Pledge of Stocks	22,596 96	—145,595 00
Foreign and Domestic Scrip and Scrip Account		46 188 68
Real Estate		70,000 00
Cash on hand		135,118 97
Consolidated 6 ₩ cent Bonds	$30,000 00	
City Bonds	96,580 00	
Bank Stocks' Account	175,677 17	
Valletta Dry Dock Company	12,600 00	
Merchants' Exchange	1,000 00	
N. O. Lightering and Wrecking Company	800 00	—315,737 17
Due for Premiums in course of collection		78,376 44
Assets		$792,014 85

The Company have also—

Suspended Notes, Stocks and Bonds	$486,385 21
Forfeited Scrip Account	7,858 54
Interest uncalled for	2,285 56

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS A. ADAMS, Presid
HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS,
City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 22d day of May, 1867.
O. H. BRAUGHN,
Second Justice of the Peace,
Parish of Orleans.

The Company will pay interest at SIX per cent in cash on all the Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in July next.

The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of TWENTY per cent on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30, 1867; for which certificates will be issued on and after the first Monday in August next.

THOMAS A. ADAMS, President.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice President.

—Trustees:—

John Watt,	C. T. Buddecke,
Sam. B. Newman,	P. H. Foley,
Wm. Edwards,	A. G. Ober,
J. Norman Jackson,	A. Thomson,
P. Simms,	John Phelps.

L. P. Spyker. may23tf

Merchants' Mutual Insurance Co. OF NEW ORLEANS.

THIRTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement:

Premiums received during the year ending on 31st May, 1867, including unearned premiums of the previous year:

On Fire Risks	$895,916 49	
On River Risks	200,336 05	
On Marine Risks	339,231 32	
Total Premiums		$1,433,479 86
Less Premiums unearned on 31st May, 1867	$294,182	
Return Premiums	25,955 20	—320,137 2
Net earned Premiums 31st May, 1867		$1,113,342 67
Losses paid during the year:		
On Fire Risks	$511,228 80	
On River Risks	199,719 43	
On Marine Risks	278,627 60	
	$789,575 92	
Taxes	51,650 87	
Reinsurances, expenses, profit and loss, less interest	56,302 44	—926,533 00
Net profits		$266,818
The Company have the following assets:		
Real Estate		$159,617 87
Notes secured by mortgage		501,980 18
Notes secured by pledge		100,007 00
Cash on hand		74,750 32
Premiums in course of collection		95,639 85
City Bonds		59,639 00
Bank and Railroad Stocks		142,735 00
Bills Receivable		112,891 71
Scrips of Mutual Insurance Companies		25,715 00
Stock of Valliette Dry Dock		15,000 00
" Levee Steam Press		6,000 00
" Gas Light Company		5,000 00
" Marine Dry Dock		2,950 00
" Merchants' Exchange		1,000 00
Lightering and Wrecking Company		1,500 00
State Bonds		1,500 00
Total		$1,406,416 40
Unclaimed interest and interest, payable in July next, on all outstanding Scrips	$96,264 12	
Thirty per cent. payable on Scrip of 1859, payable in July	50,542 90	
Unearned Premiums on 31st May, 1867	294,182	378,984 02
		$1,027,421 31

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.
PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA.
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me this 6th day of June, 1867.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 5th June, 1867, it was resolved to declare a scrip dividend of twenty per cent on the net premiums of the year ending 31st May, 1867, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also, to pay on and after the second Monday in July next THIRTY PER CENT CURTAILMENT ON THE SCRIP ISSUE OF 1859, and six per cent. interest on all outstanding scrips of the Company.

DIRECTORS:

John Pemberton,	J. Morgan Hall,	David McCoard
P. Maspero,	Pierre Fouta,	S. Z. Ralf,
L. T. Generes	J. J. Fernandez,	Chs. Sagory
H. Dussossoy	M. Puig	

Succession of J. H. Eimer, Deceased.

ALL persons having claims against the succession of J. H. Eimer, deceased, and all persons indebted to said succession, will notify the same to Adolphe Rader, liquidator of the late copartnership of J. H. Eimer & Co., or to Miles Taylor and James Brewer, Attorneys for said estate, and effect a settlement thereof without delay.

WILLIAM DE LA RUE,
Curator.

jan23 1mlaw

JACOB OTT, Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

☞ Orders left at 23 Tivoli Circle, or at L. DURANG, corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to.

Choice Lumber for Counters, &c.

10,000 FEET of choice black Walnut LUMBER, suitable for counters, for sale, on reasonable terms, to close a consignment. Also a supply of YELLOW PINE LUMBER and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING.

For sale by ALVA McCONNELL,
124 Carondelet street.

feb19 1y

LEGAL NOTICES.

STATE OF LOUISIANA—FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify, that on the ninth day of January, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to-wit: No. 19,999. Claire Emilie Rousseau, vs. H. V. Garidel, her husband.—It is ordered, adjudged and decreed that there be judgment in favor of plaintiff, Mrs. Claire Emilie Rousseau, wife of H V Garidel, and against defendant, her husband aforesaid, decreeing a separation of property and dissolution of the acquests and gains heretofore existing between them; that the sum of Two Thousand Four Hundred and Twenty-five Dollars to be received by plaintiff from her mother and other sources, be decreed to the individual and separate property of plaintiff, with the privilege and mortgage granted by law to married women, and that the defendant be condemned to pay all costs of suit.

Rendered 9th January, 1868.
Signed 14th January, 1868.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on the 17th day of January, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty eight.

J. F. DICK,
Deputy Clerk.

jan25—8 1a 30d

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT of New Orleans—I hereby certify that on the 18th day of January, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to-wit: No. 20,675—Sophie Levy, wife of Adolphe Marx, vs. Adolphe Marx, her husband—In this case the Court being of opinion that the law and evidence are in favor of plaintiff, it is adjudged and decreed that there be judgment herein for the plaintiff, Sophie Levy, and against the defendant, Adolphe Marx, her husband, decreeing a separation of property between the said parties, and that the said plaintiff do recover from the defendant, her husband, judgment for the sum of three thousand dollars, and that said plaintiff be authorized to carry on and conduct business as public merchant in her own name and for her own separate account; and that defendant pay the costs of this suit.

Judgment signed January 23d, 1868.
(Signed) G. DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 23d day of January, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty eight and the ninety second year of the Independence of the United States.

F J. LAIZER,
Deputy Clerk.

jan 28 f-b 19 26

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 18th day of January, 1868, judgment was rendered in this Court, in the following entitled suit, in the words and figures following, to-wit: No 20,668.—Adele Bloom vs. Abraham Leopold, her husband. In this case the Court considering that the law and evidence are in favor of plaintiff—It is adjudged and decreed that the plaintiff, Adele Bloom, have judgment against the defendant, Abraham Leopold, her husband, decreeing a separation of property between the said parties, and that the plaintiff do have and recover from her said husband the sum of three thousand dollars, that the community of acquets and gains existing between them be dissolved; that said plaintiff be authorized to carry on business in her own name and for her separate account as a public merchant; and that defendant pay the costs of suit.

Judgment signed January 23d, 1868.
(Signed) G. DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 23d day of January, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the Independence of the United States.

F. J. LAIZER,
Clerk.

jan28-10 26 feb 28

THE STATE OF LOUISIANA.—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 9th day of January, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to-wit: Mrs. Mary Fraser, wife of Wm. C. Day, vs. Wm C. Day, her Husband—No. 18,806.—In this case submitted to the Court for adjudication by consent of parties, on the testimony filed, the Court considering the law and the evidence to be in favor of plaintiff—It is ordered and adjudged that there be judgment in favor of the plaintiff, Mrs. Mary Fraser, wife of Wm. C. Day, and against the defendant, the said William C. Day, her husband; that there be a separation of property between the parties, the community of acquests and gains heretofore existing between them be dissolved; that plaintiff be and is hereby decreed to the true and lawful owner of the lots Nos. 22 and 23 in the square bounded by St. Charles (late Nayades), Prytania, Josephine and St. Andrew streets, in the Fourth District of this city, described in the petition; together with the dwelling house and improvements thereon, and the household and kitchen furniture contained in said dwelling house and premises.

It is further ordered that plaintiff have the full and entire administration of her separate property, and that she recover of the defendant the sum of three thousand and forty-six dollars, being her paraphernal property used by her husband, with legal interest thereon from judicial demand till paid, and with the privilege allowed by law to women on the estates of their husbands to secure their paraphernal rights.

Judgment rendered 9th January, 1868,
Signed, 14th January, 1868.
[Signed] CHAS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 29th day of January, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight and the ninety-second year of the independence of the United States.

A. D. BERNOUDY,
Deputy Clerk.

feb1 15 mar1

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 9th day of January, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to-wit: Sarah J. Logan, wife of Samuel B. Logan, vs. Samuel B. Logan, her husband.—No. 18,372.—In this case, submitted to the Court by consent of parties, for determination upon the testimony filed, the Court considering the law and the evidence to be in favor of plaintiff—It is ordered and adjudged that there be judgment in favor of plaintiff, Mrs. Sarah J. Nalle, wife of Samuel B. Logan, and against the defendant, the said Samuel B. Logan, her husband, decreeing a separation of property between them; that the community of acquets and gains heretofore existing between the parties be dissolved; that plaintiff retain the full and entire administration of her separate property, and that she recover from the defendant the sum of four thousand and thirty-eight dollars, being her paraphernal property, with legal interest thereon, from judicial demand until paid, with the privilege and mortgage on the estate of her husband to secure her paraphernal property.

Judgment rendered January 9th, 1868.
Judgment signed January 14th, 1868.
[Signed] CHAS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 29th day of January, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-eight and the ninety-second year of the Independence of the United States.

A D BERNOUDY,
Deputy Clerk.

feb1 15 29

THE STATE OF LOUISIANA—FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify, that on the 16th day of January, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures, following, to-wit: Madame Julia Desiande wife of James M. Beirne vs. her husband—No. 19,967. It is ordered, adjudged and decreed that the judgment by default herein entered on the 21st ultimo, be made final; and accordingly, that there be judgment in favor of plaintiff, Madame Julia Desiande, wife of James M. Beirne, and against defendant, her husband, decreeing a separation of property and dissolution of the community of acquests and gains, and that the dwelling house and premises No 299 Bayou Road, be restored to the administration of plaintiff and that defendant pay all costs of suit.

Rendered 16th January, 1868.
Signed 21st January, 1868.
(Signed) PAUL E. THEARD, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 4th day of February, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight.

L. A. LANDRY, Deputy Clerk.

feb5 8 t 1a 30 d

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify, that on the 4th day of February, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to-wit: Caroline Weill vs. Jacob Roth, her Husband—No. 16,975—This case came on this day. M. B. Dufresne for plaintiff, J. P. Montamat, for defendant.

After hearing pleadings, testimony and counsel, the Court considering the law and evidence to be in favor of plaintiff—It is ordered and adjudged that there be judgment in favor of said plaintiff, Caroline Weill, the wife of Jacob Roth, and against said defendant, Jacob Roth, her husband; that said parties be separated in property, the community of acquests and gains heretofore existing between them be dissolved, and that defendant pay costs of suit.

Judgment rendered February 4th, 1868.
Judgment signed February 10th, 1868.
[Signed:] CHAS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 10th day of February, in the year of our Lord One Thousand Eight Hundred and Sixty-Eight, and Ninety-Second year of the Independence of the United States.

A. D. BERNOUDY,
Deputy Clerk.

feb14 25 mar7

STATE OF LOUISIANA—SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—The State of Louisiana, to all to whom these presents shall come, greeting:

Whereas, Jean Baptiste Letorey has purchased at a sale made by the Sheriff of the Parish of Orleans, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale was recorded on the 19th day of February A. D. 1868, for a monition, or advertisement, in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An Act relative to monitions and mode of proceeding," approved the 10th day of March, 1834.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana and of the Second District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements in time, or manner of sale, or for any defect whatsoever, to show cause within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Sheriff of the Parish aforesaid, on the Fourteenth day of January, A. D., 1868, by virtue of two decrees of this Court, one rendered on the 2d day of March 1866, and the other on the 12th day of December, A. D. 1867, in a suit entitled, Jean Baptiste Letorey vs. succession of Felix J. Forstall, No 26,869, of the docket of this Court, at which sale Jean Baptiste Letorey became the purchaser for the price of Eighty thousand dollars, ($80,000.)

Description of property, as given in the Judicial Conveyance, viz:

1. A CERTAIN SQUARE OF GROUND, together with all the buildings and improvements thereon, known as the Mississippi Cotton Press, and all the rights, privileges, customs, ways, servitudes and appurtenances thereunto belonging, or in any wise appertaining, situated in the Fourth District of the City of New Orleans, bounded by Tchoupitoulas, Market, Religious and Reli-ious streets, measuring three hundred and nineteen feet eight inches and four lines front on said Tchoupitoulas street, three hundred and fifty-five feet [illegible] inches on each of said Market and Religious streets, according to a plan drawn by James Gallier, Architect, on the 5th day of February, 1843 deposited in the office of H. B. Cenas, late a notary public in this city.

2. A CERTAIN PORTION OF GROUND, together with all the buildings and improvements thereon, known as the Brick Cotton Press (formerly Branch Warehouse) and all the rights, privileges, customs, ways, servitudes and appurtenances thereunto belonging, or in any wise appertaining, situated in the Fourth district, in the square bounded by Market, Tchoupitoulas, Religious and St. James streets, and measuring two hundred and fifty-five feet [illegible] inches and one line front on Market street, [illegible] hundred and fifty-three feet ten inches and [illegible] lines on said Tchoupitoulas and Religious streets, agreeably to a plan drawn by James Gallier, Architect, on the 5th of February, 1843, and deposited in the office of H. B. Cenas, notary, all the above being in American measure.

Being the same property the deceased acquired by purchase from plaintiff, per act passed before P. C. Cuvillier, notary public in this city, on the 16th of November, 1866. Plans thereof were on exhibition at the Exchange some days previous to that of sale.

Clerk's office, Second District Court of New Orleans, this 19th day of February, 1868.

P. R. O'RORKE, Clerk.

feb 9 20 mh4

Succession of Mr. and Mrs. J. L. Brochet.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No 30,277—Whereas, Jean Honore Ruty has petitioned the Court for letters of curatorship on the vacant estate of the late Mr. and Mrs. J. L. Brochet, deceased intestate: Notice is hereby given to all whom it may concern, to show cause within ten days, why the prayer of the said petitioner should not be granted.

By order of the Court.

P. R. O'RORKE. Clerk.

feb15 19 21

Succession of Louis Gilbert.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No 30,273. Whereas, Doreus Louis Charbonet has petitioned the Court for Letters of administration on the estate of the late Louis Gilbert, deceased, intestate: Notice is hereby given to all whom it may concern, to show cause within ten days, why the prayer of the said petitioner should not be granted.

By order of the Court.

P. R. O'RORKE, Clerk.

feb15 19 22

Succession of Marie M. E. Montreuil, deceased wife of Laurent Millaudon.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. No. 19,300—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification why the account presented by the testamentary executors of this estate should not be homologated and approved, the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

P. R. O'RORKE,
Clerk.

feb20 24 29

Succession of George O'Callaghan.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No 30,295.—Whereas, William Berrill has petitioned the Court for Letters of Curatorship on the vacant estate of the late George O'Callaghan, deceased, intestate: Notice is hereby given to all whom it may concern to show cause within ten days why the prayer of the said petitioner should not be granted. By order of the Court.

P. R. O'RORKE, Clerk.

feb21 25 mar1

CONSTABLE'S SALES.

FOURTH JUSTICES' COURT—PARISH OF ORLEANS.—A. Pellegrini C. Tibler, agent, vs. R. Eastly—Nos. 25 163 and 25,164.—By virtue of two writs of fieri facias to me directed by the Hon. Augustin Vlavant, Judge of the Fourth Justice's Court, in and for the parish of Orleans, I will proceed to sell at public auction, on MONDAY, the 24th day of February, 1868, at 12 o'clock, m., at No. 436 Chartres street, (late Moreau) between Mandeville and Spain streets:

One lot of HOUSEHOLD FURNITURE.
One lot of OLD STORES, and
One lot of OLD IRON.

Seized in the above suits, as per inventory on file in my office.

Terms—Cash, in U. S. Treasury notes.

P. AD. FORTIER,
Constable.

feb21 25 mch2

Arthur Thompson vs C. Goffaly, owner Lugger Sarah.

FOURTH JUSTICE'S COURT—PARISH OF ORLEANS—No. 25,71.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable Augustin Vlavant, Judge of the Fourth Justice's Court, in and for the Parish of Orleans I will proceed to sell at public auction on FRIDAY, the 28th day of February, 1868, at 12 o'clock, m.:

The lugger SARAH, of 4 tons burthen, as she now lays at the foot of Elmire street, Third District.

Seized in the above entitled suit.

Terms—Cash in U. S. Treasury notes.

P. AD. FORTIER,
Constable.

feb18 22 26

THE NEW ORLEANS DAILY BEE,

DUFOUR & LIMET Publishers

Office, No. 73 Chartres street

RATES OF ADVERTISING

Squares	1 month net.	2 mos. net.	3 mos. net.	6 mos. net.	12 mos. net.
One	$12	$22	$30	$50	$75
Two	20	38	50	80	125
Three	26	50	70	110	175
Four	32	67	90	140	225
Five	40	80	100	170	275
Six	48	92	120	200	325
Seven	55	105	140	220	375
Eight	62	115	155	240	425
Nine	70	125	165	260	475
Ten	75	135	175	280	525
Eleven	80	145	185	300	575
Twelve	85	155	210	350	625
Thirteen	90	165	225	410	675
Fourteen	95	175	240	450	700
Fifteen	100	185	240	500	750
Thirty	170	280	340	750	1200

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867:

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866		$321,590 00
Premiums on Marine Risks	$ 42,002 34	
Premiums on River Risks	107,250 23	
Premiums on Fire Risks	172,337 43	$321,590 00
Less Return Premiums	1,599 00	
Less Premiums on Risks not terminated in 1867	39,851 00	41,450 00
Net earned Premiums year December 31, 1867		$280,139 10
Losses paid during same period:		
On Marine Risks	25,960 74	
On River Risks	109,826 94	
On Fire Risks	30,297 46	
	166 085 14	
Re-Insurances	12,947 3	
Expenses, Taxes, Interest on Scrips, etc, less Discount and Interest	38,708 31	$217,740 79
Remaining		62,398 32
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip		57,391 22
Reserved for Unadjusted Losses		5,007 10

The Company have the following assets:

347 Bonds City of New Orleans of $1,000 each		347,000 00
35 Bonds State of Louisiana of $1,000 each		35,000 00
36 Bonds State of Louisiana of $500 each		18,000 00
63 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each		63,000 00
80 U. S. 5-20 Bonds of—$500 each		40,000 00
5 shares Valletta Dry Dock Company—$1000 each		5,000 00
800 shares Bank of New Orleans—$50 each, valued at $30	24,000 00	
650 shares Union Bank of New Orleans—$75 each, valued at $50	32,500 00	
845 shares Canal Bank—$50 each, valued at $50	42,250 00	
500 shares Mechanics' and Traders' Bank—$50 each, valued at $50	25,000 00	
125 shares Crescent City Bank—$50 each, valued at $15	1,875 00	
100 shares Merchants' Bank—$40 each, valued at $15	1,500 00	$127,125 00
Cash on hand		51,683 50
Real Estate No. 73 Camp street		50,000 0
Loans on Pledges		62,415 00
Bills Receivable	12,745 80	
Less Bad and Doubtful	6,544 14	6,201 45
Outstanding accounts in course of Collection	70,056 62	
Less Bad and Doubtful	10,211 65	59,844 97
Scrips of other Insurance Companys		2,444 0
Total Assets		$878,724 02

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

ALFRED MOULTON, President.
A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
PARISH OF ORLEANS CITY OF NEW ORLEANS
Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.
PARIS CHILDRESS,
Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next; and they have further

Resolved, That in view of the depreciation of the Assets of the Company, the Scrip issues of the year 1858, 1859, 1860 and 1861, be and the same are hereby called in (in accordance with the requirements of the Charter) for a Reduction of Twenty-five Per Cent on each issue; and that the said Scrips shall be surrendered for reduction on payment of the annual interest, as declared by a resolution of this Board adopted this day.

ALFRED MOULTON, President.
WM. M. PERKINS, Vice President.
A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.

E. K. Converse,	B. P. Ethell,
Robert Hare,	Jos. N. Isenhour,
Jos. Hoy,	J. H. Ludwigsen,
Alfred Moulton,	A. H. May,
J. M. Allen,	Jno. T. Moore,
Jno. C. Rogers,	W. M. Perkins.

jan17 1m

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES.

Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia. To Newfoundland prepayment required. To Canada and New Brunswick, 10c. per ½ oz., any distance. | "10 cents when not over 3,000 miles from the line of crossing. "15 cents when distance exceeds 3000 miles. Prepayment optional

Steamers of the Cunard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton and Prince Edward's Island, the U. S. postage is 5 cents the single rate, to be pre-paid. The Island rate is collected on delivery. On newspapers by this route, the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &C.

1. *In the United States and British Mails*—Letters exchanged with the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, Japan, the Moluccas and Philippine Islands, which are rated at 8 cents per half ounce, and except, also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 12 cents per quarter ounce.

2. *In the United States and France Mails*—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage, if not exceeding the weight of one quarter ounce—double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce; and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce.

The rates by "French mail" are in full to destination, except the following places, viz: Aden, Batavia, Ceylon, China, cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, via Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, other than those enumerated, East Indies, Greece, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Penang, Portugal, Isle of Re-Union, Servia, (except Belgrade,) Shanghai, Singapore and Spain. The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar, is Behobie; to Servia (except Belgrade,) Montenegro, and cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, "via Austria," the frontier of Turkey and Austria; to Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries via Suez, the seaports of the Indies, or of the countries to which the English packets ply; and to places beyond seas, or other than those designated the limit is the port of arrival in the country of destination.

3. *In the Mails to Prussia, or to Belgium*—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mails exchanged with Belgium are charged with single rate of postage if not exceeding half an ounce in weight; double rate if exceeding half an ounce, but not exceeding an ounce; quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces; and so on, for greater weights, charging two rates for every ounce or fraction of an ounce over the first ounce. As this scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4. *In the Mails to Bremen, or to Hamburg, &c.*—Letters addressed to the German States, &c., when sent via Bremen or Hamburg; and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters, one rate being charged for each half ounce or fractional part of half an ounce.

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is prepaid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelopes of letters, and to collect postage accordingly. Letters mailed at some offices, marked "via England," or "via Prussian Closed Mail," for a German State, are frequently taken upon the prepayment of Bremen rates, and those marked "via Bremen," at Prussian closed rates, &c.

ROUTES OF TRANSMISSION, &C.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction, "open mail via England;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in French Mail;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed "via Prussian closed mail;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed, "via Belgian closed mail;" and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed, "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France, where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent "via France," otherwise they may be missent in the open mail to Liverpool, by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

Weights of Produce.

* As established by Law or Custom in New Orleans.

GRAIN WEIGHTS.

Wheat	60 lbs. per bushel.
Corn shelled	56 "
" in ear	70 "
Oats	32 "
Rye	56 "
Buckwheat	52 "
Barley	48 "
Malt	34 "
Beans	60 "
Cow Peas	60 "
Irish Potatoes	60 "
Onions	54 "